

## CONFERENCE DES OING CONF/AG(2022)SYN4

### RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE Rapport Jeudi 6 octobre 2022 09:30 - 12:00 13:30 - 16:00 Réunion hybride (Palais, salle 2 & 3 + Kudo)

*Interprétation anglais/français assurée*

#### **Session du matin ouverte aux Etats membres (09.30 - 12.00)**

#### **09.30 Ouverture de la réunion par Gerhard Ermischer, Président de la Conférence**

- *Ouverture de la réunion par Gerhard Ermischer (GE), Président de la Conférence*
  - o *Bienvenue à tous ceux qui sont présents à Strasbourg et en ligne.*
- *Nomination des rapporteurs de la réunion :*
  - o *Ruth Allen, membre de la Commission permanente (et représentante de l'IFSW)*
- *Adoption du projet d'ordre du jour, pas d'objections ni d'abstentions*

#### **09.45 Echange de vues sur les développements actuels au Conseil de l'Europe**

- **Contributions de la CINGO au renforcement du dialogue avec la société civile au sein du Conseil de l'Europe :**
  - i. **Mise en œuvre du processus d'Helsinki :**
    - Le président GE a informé les membres que les progrès dans la mise en œuvre du processus d'Helsinki ont été perturbés par l'attention portée à la réponse à la guerre en Ukraine et aux implications pour le Conseil de l'Europe (CdE) de l'expulsion de la Russie. Toutefois, la crise a également entraîné un mouvement de changement au sein du Conseil de l'Europe, qui s'est concentré sur son objectif principal de promotion de la démocratie et des droits de l'homme. La Russie a reculé en matière de droits de l'homme et de démocratie et a bloqué les progrès, y compris la participation de la société civile, pendant de nombreuses années.
    - GE a rappelé aux membres trois ressources clés pour une plus grande participation de la société civile et la promotion de CINGO dans le CdE

- **Guide : L'espace juridique des organisations non gouvernementales en Europe** rédigé par le Conseil d'experts CINGO sur le droit des ONG afin de promouvoir la manière dont les décisions du Comité des Ministres sont mises en œuvre en Europe, par exemple en traduisant et en diffusant ce document et en permettant aux ONG de contester la mise en œuvre par les États membres.
  - **Guide : Travailler avec le Conseil de l'Europe - un guide pratique pour la société civile.** Le Conseil de l'Europe est complexe et il est difficile de comprendre comment y participer. Ce document aide à l'expliquer. Il est en ligne et sera mis à jour. La Finlande a contribué à son financement et a également détaché Anu Juvonen pour travailler avec CINGO pendant trois ans, apportant son expérience de la société civile finlandaise.
- ii. **Mise en œuvre de la plate-forme de participation civile :**
- Plate-forme [BePart \(uniquement en anglais\)](#)
    - **Ressource en ligne : Plate-forme BePart**
    - Le Congrès des régions a demandé des ressources actualisées sur la participation civile.
    - La CINGO a créé et adopté un document commun avec le Congrès, mis en place grâce à la plateforme BePart qui recueille des exemples de bonnes pratiques en matière de participation civile. Cela inclut des exemples d'Ukraine, bien que certains aient été détruits par la guerre.
    - BePart montre comment la société civile et les secteurs gouvernementaux peuvent travailler ensemble. **Toutes les OING sont invitées à visiter BePart, à en faire la promotion et à envisager d'y contribuer.**
    - [Vidéo de sensibilisation pour BePART : Société civile : Soutenir la démocratie Durable](#) : cette vidéo sera promue par la CINGO dans les médias sociaux, sur le site web, lors d'événements et de webinaires et pourra être utilisée par les OING.
- **Défis pour le CdE, conséquences de l'exclusion de la Fédération de Russie**
    - **GE souhaite la bienvenue à l'ambassadeur d'Ukraine à l'Assemblée** – applaudissements debout (d'autres ambassadeurs ou leurs représentants sont également présents - Italie, Pologne, Allemagne, Suisse).
    - GE note que le Comité des Ministres (CM) s'est engagé à renforcer le dialogue avec la société civile par le biais des groupes de rapporteurs, ce qui est en train de se produire.
    - La CINGO souhaite jouer un rôle plus important dans la réunion du CM elle-même. GE a assisté à plusieurs de ces réunions et la contribution des organisations de la société civile est la bienvenue, mais il est nécessaire de développer davantage un véritable dialogue ouvert.

- Malgré les progrès réalisés par le CM, le Secrétaire général du CdE n'a pas dialogué avec la société civile comme convenu dans le processus d'Helsinki.

**GE présente l'ambassadeur d'Ukraine** et note que le Conseil de l'Europe s'est engagé à créer un tribunal pour les crimes de guerre sous l'égide du Conseil de l'Europe (où la Russie ne peut pas opposer son veto au tribunal).

- **Ambassadeur d'Ukraine** : Remercie la CINGO pour son accueil chaleureux.
- Les troupes russes ont commis des crimes contre l'humanité qui sont connus du monde entier.
- Il a souligné les problèmes liés à la recherche de la responsabilité de l'agresseur.
- Les crimes contre l'humanité sont déjà examinés par la Cour pénale internationale - La Haye envisage le crime de génocide à l'encontre des troupes russes sur la base de leurs faux objectifs de "dénazification".
- Les crimes contre l'humanité font l'objet d'enquêtes et de preuves recueillies par des experts ukrainiens et d'autres pays sur le terrain.
- Parallèlement, le crime d'agression n'existe pas encore dans le droit international, bien qu'il soit à l'origine d'autres crimes.
- Le 15 septembre 2022, le CM a approuvé la proposition ukrainienne de créer un tribunal ad hoc sur l'agression internationale et de demander réparation pour l'Ukraine. Cette proposition est soumise à l'Assemblée générale des Nations unies pour discussion et perspective globale.
- Une alliance de pays partageant les mêmes idées est en train d'être créée pour définir les termes du tribunal ad hoc et le CM et la Commission européenne continuent de se consulter.
- Le processus vise à responsabiliser les dirigeants politiques et militaires. Le soutien des procureurs néerlandais est attendu. L'Assemblée parlementaire du CdE (Pace) a pris la décision de soutenir le tribunal ad hoc en juin 2022 et l'examinera à nouveau lors de la prochaine session.

#### **Remarques du président :**

- Notes Nuremberg avait promis une norme contre l'agression au niveau mondial. Cette norme n'a pas été mise en place. Il est nécessaire de mettre en place un processus de responsabilisation des dirigeants des États, et pas seulement de ceux qui exécutent des agressions en première ligne. Il s'agirait d'une action de poids et d'importance pour le CdE, qui est absolument adaptée à son rôle de gardien de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, et qui devrait être plus visible dans le reste du monde.
- GE a noté que le président français Macron a récemment travaillé sur une initiative d'inclusion de l'Europe élargie, "l'Union politique de l'Europe" - pourtant cela devrait être le rôle du CdE et cela montre qu'un dialogue plus approfondi est nécessaire dans la relation entre l'UE et le CdE.
- Le partenariat entre l'UE et le CdE peut être développé par l'adhésion de l'UE aux conventions du CdE, car cela permettra à l'UE d'utiliser ses leviers financiers pour garantir la mise en œuvre. Cela réduirait les tensions entre les

institutions européennes et renforcerait l'alignement. Il s'agit là d'un point à faire avancer lors du sommet prévu en Islande.

#### • **Discussion sur le rapport du groupe de réflexion de haut niveau**

- Le Secrétaire général du CdE a mis en place le Groupe de haut niveau en juin 2022, à la suite des réunions du CM à Turin (Italie) le 20 mai 2022.
- Le groupe a été chargé de rédiger un rapport et d'émettre des recommandations concernant le rôle du CdE dans les nouvelles réalités et les nouveaux défis.
- Le document a été envoyé aux membres de la CINGO peu avant l'Assemblée générale.
- Le CM envisage d'organiser un sommet plénier du CdE l'année prochaine et le rapport s'inscrit dans cette perspective.
- Le rapport comprend des éléments sur la société civile, en particulier en Biélorussie et en Russie. L'accent est mis sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), en particulier sur les affaires russes en suspens. Un chapitre est également consacré à la convention d'Istanbul et aux pays qui la ratifient de plus en plus. Le rapport a été accueilli favorablement et a été réalisé en peu de temps, y compris la consultation, et constitue la base des décisions ultérieures du CM.
- L'ambassadeur d'Ukraine salue le rapport qui comprend un chapitre sur l'Ukraine, mais il estime que l'attention portée au Belarus et à la société civile russe n'est pas équitable. Le rapport doit faire l'objet d'un examen plus approfondi de la part du CM.
- GE commente le rapport du groupe de haut niveau - un peu déçu de l'attention portée à la société civile, qui n'est pas très importante, sauf dans le chapitre sur la Russie et le Belarus. La CINGO est confrontée à des incohérences dans l'implication de la société civile.
- En ce qui concerne la Biélorussie, il est nécessaire d'aborder ce problème par le biais du gouvernement en exil, qui ouvre la voie à la société civile. En Russie, la situation est différente car il n'y a pas d'opposition organisée et les voies d'accès à la société civile ne sont pas claires.
- Le changement en Russie ne peut venir que d'un engagement réel avec la société civile, de l'intérieur. Le CdE doit également mettre l'accent sur la société civile dans toutes les régions d'Ukraine et dans les communautés déplacées vers d'autres pays. Le rapport devrait comporter un chapitre indépendant sur la manière d'aider la société civile en Ukraine, y compris la reconstruction.
- En ce qui concerne la convention d'Istanbul, il s'agit d'un point important. Le CdE doit passer de la ratification à la mise en œuvre. Contraster avec la réussite de la mise en œuvre des conventions/engagements de l'UE car elle est liée au financement des États. Ursula Van Der Leyen a promis d'enjoindre l'UE à mettre en œuvre la convention d'Istanbul.
- L'ambassadeur d'Allemagne déclare qu'il ne faut pas sous-estimer le rôle de la société civile dans la mise en œuvre - pressions, campagnes et actions directes. Il a exprimé son soutien au développement de la CINGO et à sa force. GE a salué cette déclaration.

#### **Commentaires de l'assemblée sur le rapport de haut niveau**

- Le budget de la CINGO a été réduit au fil des ans. Il est nécessaire d'obtenir un statut statutaire et un budget équitable au sein du Conseil de l'Europe.

Question des ambassadeurs : pourquoi ne travaillent-ils pas dans ce sens afin que la CINGO puisse agir pleinement au sein du Conseil de l'Europe ?

- L'Ambassadeur de Pologne compatit avec le dernier point sur la façon dont les États et la société civile peuvent travailler ensemble. Nous sommes à la croisée des chemins et nous avons été en mesure d'expulser la Russie et d'avoir la possibilité de modifier l'organisation - nous sommes maintenant libérés des actions de blocage de la Russie.
- Il s'agit d'un point de vue extérieur sur le CdE, produit rapidement. Nous avons besoin d'une action dynamique rapidement. Les États membres et la société civile prendront les décisions sur le changement. Il y a une différence entre les décisions, par exemple l'accord d'Helsinki, et la mise en œuvre. Il faut continuer à exercer une pression positive sur les gouvernements, notamment en impliquant la société civile dans le CM et d'autres réunions officielles. Elle est faible par rapport à l'ONU, par exemple, bien que certains blocages aient été levés.
- GE accepte que la publication soit le point de départ, et nous ferons pression sur les ambassadeurs et les ministres pour qu'ils s'impliquent plus tôt et de manière plus cohérente, et nous insisterons sur ce point lors du sommet en Islande. Nous espérons avoir un point de vue partagé et un objectif commun sur ce sujet.

### **Commentaires en ligne**

- S'agit-il d'un progrès du haut vers le bas ou du bas vers le haut en ce qui concerne la convention d'Istanbul ? Il faut que les gouvernements remettent en question les dirigeants des États qui ne respectent pas les droits.
- La CEDH est une tentative de maintien de la paix après Nuremberg et la Seconde Guerre mondiale. Demande ce qu'il en est du discours du gouvernement britannique sur l'édulcoration de la mise en œuvre de la CEDH. Comment renforcer le rôle de la société civile dans la promotion et le respect de la CEDH ?
- Le rôle de la société civile dans le rapport n'est pas très fort. La société civile joue également un rôle clé en faisant pression pour obtenir des budgets plus élevés pour le Conseil de l'Europe grâce à son influence politique dans les États membres. La structure du Conseil de l'Europe devrait reposer sur la société civile en tant que pilier plutôt que sur les principaux organes qui "s'engagent" avec la société civile d'une manière infantilisante.
- Les recommandations relatives à l'Ukraine ne sont pas solides - il faut une analyse plus approfondie de ce qui est nécessaire. Il faut également une analyse plus approfondie de la manière dont la Russie a violé les statuts du Conseil de l'Europe lors de la préparation de la guerre et de l'expulsion. Le Conseil de l'Europe doit jouer un rôle actif, comme le propose le tribunal. Par ailleurs, comment les États peuvent-ils être mis en cause pour avoir simplement "quitté" la convention ?
- Note sur le service téléphonique en Espagne qui permet aux hommes violents d'obtenir une aide immédiate pour arrêter - ce service peut-il être promu/financé ?

### **De l'assemblée**

- Anne-Marie Chavanon a rendu hommage à la présidence irlandaise qui a rendu possible une déclaration sur les droits de l'homme et l'environnement. Aujourd'hui, le CM invite les États à inclure l'environnement dans les

déclarations sur les droits et à inclure la société civile dans le processus de prise de décision.

- Europe Eglises : Note sur le patriarche de l'église orthodoxe russe jouant un rôle de soutien dans la guerre. Les communautés religieuses jouent un rôle important dans la société civile et nous avons les moyens d'aller de l'avant en travaillant sur le dialogue interreligieux et interconvictionnel.
- Amnesty International : le sommet a besoin d'une base solide sur l'objectif du CdE en matière de droits de l'homme. Les obstacles nécessitant des réponses qui ne sont pas bien couverts dans le rapport, par exemple la guerre en Europe n'est pas seulement en Ukraine ; la réduction de l'espace pour la société civile n'est pas abordée ; la violation de la CEDH en Turquie ; l'emprisonnement des juges ; s'il y a un sommet en mai, ces questions doivent être correctement abordées.
- Femmes universitaires en Europe : droits des femmes, y compris le droit à l'avortement - il doit y avoir des femmes parmi les négociateurs de paix. Il faut également se demander ce que l'on entend par société civile. Certaines organisations ne sont pas financées, d'autres disposent de ressources publiques et sont en mesure de s'impliquer davantage. Toutes les voix ne sont pas entendues au sein du CdE, ce qui entraîne une perte de ressources et de créativité.
- Notes sur la "mainmise des entreprises" sur l'État et l'espace civil - par le biais des entreprises et des technologies en ligne. Demande d'inclusion dans le sommet. Il faut recadrer les contrôles et les équilibres nécessaires à l'ère d'Internet et des grandes entreprises mondiales.
- GE - Notes complémentaires sur le rapport : L'importance du renforcement du suivi doit être précisée ; l'importance de l'éducation - de nombreux programmes d'apprentissage et de développement ont été sapés dans le CdE par les réductions de financement. Le CdE doit être à la hauteur de son rôle de défense et de diffusion des valeurs. Il faut financer et trouver un meilleur statut juridique pour la CINGO afin de s'assurer que nous travaillons tous ensemble à la promotion et à la mise en œuvre des valeurs fondamentales du CdE par le biais de la promotion dans la société civile.

### **Session de l'après-midi ouverte aux membres de CINGO uniquement (13:30 - 16:00)**

**13.30 Rapport des représentants de CINGO aux Comités directeurs intergouvernementaux et autres organes du CdE** expliquant la manière dont nous travaillons au sein du CdE, les obstacles que nous devons surmonter, et débattre de la manière dont nous pourrions mieux intégrer tous les membres intéressés dans ces processus.

**Rapport des représentants de CINGO aux Comités directeurs intergouvernementaux et autres organes du CdE pour expliquer la façon dont nous travaillons au sein du CdE, les obstacles que nous devons surmonter, et débattre de la façon dont nous pourrions mieux intégrer tous les membres intéressés dans ces processus. Gerhard Ermischer (GE) présente Geneviève Laloy (GL), vice-présidente, qui présidera cette session.**

## **i. Coopération avec le groupe de rédaction sur l'intelligence artificielle (CAI), Francesca Fannucci**

- GE présente un rapport au nom de Francesca Fannucci et du groupe de rédaction sur l'intelligence artificielle (CAHAI et CAI) sur la rédaction d'un instrument statutaire sur l'IA par le CdE. Un bon exemple de la manière dont la société civile peut avoir une forte influence sur le Conseil de l'Europe et des défis qui en découlent.
- Le CAHAI a été créée pour décider s'il fallait un instrument réglementaire du CdE pour l'IA. Il s'agissait d'une réponse au développement de l'IA, y compris des logiciels espions de toutes sortes. Le CAHAI s'est penché sur l'aspect technique et n'a souhaité que la contribution de la société civile dans cette perspective limitée.
- La question clé pour le Conseil de l'Europe concerne les droits de l'homme - comment l'IA est utilisée, par exemple, pour l'espionnage, la prise de décision, la politique sociale.
- Le CAHAI a bien démarré en soutenant la société civile, mais les nouveaux membres l'ont moins soutenue. La Russie et d'autres membres se sont opposés aux propositions visant à inclure les pays dotés d'une importante industrie de la défense. Le rapport original a été édulcoré.
- La CINGO a protesté contre le document. Le Comité des Ministres (CM) a mis en place un nouveau groupe de travail, mais il y a un retard en raison de l'attente des rapports de l'UE et du Royaume-Uni comme éléments de comparaison. L'UE est guidée par des questions économiques, des questions de marché et des règles et ne veut pas réglementer l'utilisation des produits ; l'UNESCO est guidée par les droits de l'homme. Il est donc clair que le Conseil de l'Europe doit apporter quelque chose sur les droits et le bien-être des citoyens européens.
- Il faut répondre aux demandes d'exclusion des produits de défense et de sécurité (y compris ceux qui pourraient être utilisés à cette fin). Nous espérons que certains nouveaux gouvernements (par exemple en Allemagne) pourront influencer une meilleure approche au sein du Conseil de l'Europe. Nous avons eu de très bons retours sur les interventions et les connaissances de Francesca Fannucci, qui constitue un "bouclier" pour le CdE.

### **Commentaires de l'auditoire**

- Ecoles du futur : Nécessité d'établir des liens avec les éducateurs dans ce domaine. Il faut également comprendre le développement des algorithmes et leur impact sur les personnes, tant au niveau du traitement que des résultats. Importance de l'Open Source où la chaîne de traitement est ouverte. Également important avec l'utilisation des Big Data - l'éthique de la manière dont les données sont collectées, utilisées et les financements partagés avec ceux qui les ont partagés. Il faut également reconnaître qu'il s'agit d'un phénomène mondial, les frontières européennes n'étant pas fixées par l'internet. Il faut comprendre les lois appliquées dans les différents pays et au-delà des frontières nationales. Il faut exploiter le pouvoir du traitement et de l'utilisation des données et mettre en place les garanties adéquates. Cela ne peut être laissé à l'appréciation d'entreprises privées.

- Réponse de GE : Points importants soulevés. Concernant les algorithmes - pour le développement de l'e-démocratie, nous avons fait pression pour une source ouverte, la technologie ne peut pas être une "boîte noire". Nous sommes en conflit avec l'UE parce qu'elle protège les intérêts des entreprises qui veulent que les données soient fermées. Les Etats s'en servent pour dire qu'ils ne peuvent pas forcer l'industrie à être open source, mais qu'ils externalisent les activités à des entreprises privées. Il faut rédiger une résolution sur la façon dont les États externalisent et ne sont plus soumis au contrôle démocratique et à la transparence. Il faut s'assurer que nous travaillons au-delà des silos, par exemple entre l'IA et les droits de l'homme, les droits de l'homme et l'environnement, etc.
- Young lawyers Assoc - a participé à la consultation sur l'IA. Soutient l'accent mis sur les droits de l'homme dans l'IA. Il faut trouver la bonne forme de réglementation basée sur les droits de l'homme. Offre d'expertise et d'assistance
- Défense des droits et de la liberté : Existe-t-il des contacts directs avec les parlements européens et l'UNESCO ? GE - oui, nous travaillons avec ces organismes, mais nous nous concentrons sur l'UE et attendons leur action.
- Victim Support Europe - participe à la consultation au niveau de l'UE, notamment en ce qui concerne la CSA en ligne. Les entreprises qui tentent de protéger la vie privée tout en diffusant des informations/matériels dangereux se rebiffent.

## **ii. La coopération des Comités du Conseil de l'Europe dans le domaine des migrations, Daniel Guery (DG)**

- (Diapositives présentées)
- Le rôle est de diffuser les connaissances, les valeurs et la pertinence du CdE dans l'ensemble de notre travail. Le comité est ouvert aux membres. Nous avons une lettre d'information régulière externe et interne pour la CINGO. Travailler régulièrement avec Geneviève Laloy pour rester en contact avec la Commission permanente - bonne pratique pour la circulation de l'information. Et aussi avec le Secrétariat. Le travail avec d'autres comités n'est pas encore formalisé et il y a des antécédents en la matière, mais de nombreux membres travaillent dans plusieurs comités. Il est important d'organiser des événements transversaux sur des sujets communs. Webinaire du 25 octobre 2022 sur les "Pushbacks" avec de nombreux intervenants de haut niveau.
- Dans le cadre des réformes de la CINGO, nous pouvons tendre la main à d'autres ONG de notre comité. Cette ouverture est essentielle pour notre crédibilité - nous ne pouvons pas rester dans nos "bulles".
- Au sein du CdE, notre thème est transversal. Travailler régulièrement avec le représentant spécial du Secrétaire général pour les migrants. Il est important d'établir des contacts avec les représentants spéciaux s'ils existent dans votre domaine, et des opportunités d'influencer et de contribuer. Il est très important d'établir des relations solides et de confiance avec les parties statutaires du CdE. Veuillez suivre les liens et les ressources partagés par les comités.
- Missions d'enquête - pour obtenir des informations proches du terrain. Mission en Grèce en novembre pour parler aux migrants et aux ONG sur le terrain. Partager les réflexions avec d'autres ONG, l'OIM et le HCR. Faire connaître qui nous sommes et le rôle de la CINGO - parler en votre nom. Effectuer la visite

à peu de frais et avec le soutien d'ONG locales que nous rencontrerons. Si vous avez une antenne en Grèce, nous pourrions nouer des liens sur le terrain.

-  
**- Commentaires de l'assemblée**

Salue le travail du comité. Question : comment accroître le rôle des autorités locales et régionales à l'égard des migrants et des réfugiés ? La police est trop souvent mobilisée.

- DG n'a pas de réponse à toutes les questions importantes. Il est difficile de maintenir les besoins de tous les migrants dans le discours pendant la crise ukrainienne. Nous devons être attentifs à la manière dont nous occupons de tous les migrants. Enfin, le Congrès a été contacté pour influencer les autorités locales. Le 25 octobre, il y aura une session sur Calais.
- Position spécifique des femmes migrantes : 14 novembre 18h00 et 20h00 sur les femmes handicapées en Europe avec interprétation.

**Avant son départ anticipé pour une intervention importante auprès du Comité des Ministres, GL a remercié le Président GE pour sa présidence et sa préparation de l'Assemblée Générale.**

Remerciements à GE et à la Commission permanente qui ont assisté à la remise des prix aux bénévoles hier soir.

**iii. Travail avec les comités directeurs intergouvernementaux (CDDG,...), Christopher Spreng (CS)**

- (Diapositives présentées)
- Le rôle est d'apporter un point de vue extérieur. Sujets sur la gouvernance démocratique au sein du CdE, la gouvernance au niveau local et régional - repères/marques d'excellence. CS joue un rôle constitutionnel, en tant que vice-président, et dispose d'un droit de vote pour déterminer l'excellence. Il existe une certaine coopération entre CS, la CINGO et la présidence. Réunions plénières - 12 points à l'ordre du jour sur deux jours, 27 rapports, création de groupes de travail et CS y représente la CINGO. Groupe de travail sur la bonne gouvernance démocratique. Le rapprochement de ces mots est un développement plus récent. Les développements seront une pierre angulaire du travail du CdE à partir de l'année prochaine. Cela se reflète dans le rapport sur les personnalités éminentes examiné aujourd'hui.
- Bon retour du CDDG pour la contribution de la CINGO.
- Le matériel du GDD
  - o Respect, protection et promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit
  - o Normes les plus élevées en matière d'éthique publique et d'intégrité
  - o Bonne administration
  - o Services publics de haute qualité et bien-être économique, social et environnemental
  - o La gouvernance dépasse les frontières nationales - les technologies de l'information, l'environnement, les produits de santé, etc. nécessitent une dimension multilatérale.

### Commentaires de l'assemblée :

- La CINGO a participé à l'élaboration de 12 normes de gouvernance.
- GL note l'importance de ce travail et l'appréciation des acteurs clés du CdE.
- GL note l'importance de la synergie entre les comités et entre ceux-ci et d'autres parties du CdE. Nous souhaitons renforcer les liens entre nos membres lors de la session qui se tiendra lors de la prochaine l'AG et qui permettra des échanges informels.

### • Secrétariat de la CINGO : Mary-Ann Hennessey

- Concernant la coopération et les contacts entre la CINGO et le reste du CdE : des organes structurellement différents du CdE approchent le secrétariat et nous demandons ensuite à la Commission permanente. De plus en plus de demandes nous parviennent. Si des groupes se forment et ne sont pas connus du Secrétariat, veuillez en informer le OING-Service afin que la désignation et les communications appropriées puissent être mises en place. Les groupes de l'APCE et du Comité des Ministres veulent s'engager avec la société civile et pas seulement dans des domaines spécialisés. Il faut aussi faire entendre la voix de la société civile plus largement.
- Manuel sur le travail avec le Conseil de l'Europe - veuillez utiliser les liens et les contacts. Si vous vous adressez à l'APCE ou à un Comité, veuillez en informer la Commission permanente afin d'obtenir une reconnaissance plus officielle et informez également Mary-Ann Hennessey et Lusine Sahakyan au secrétariat.
- Le principal moyen de communication est la page web - et les pages spéciales pour les comités, le conseil d'experts, etc. Les pages sont utilisées de manière différenciée, pour les annonces et les événements. Contactez également le Secrétariat du CdE [ngo-unit@coe.int](mailto:ngo-unit@coe.int) pour qu'elles puissent être mises en avant.
- Médias sociaux - Ruth Allen sur Twitter et Beata Zwierzynska sur Facebook
- Veuillez vous assurer que les informations de la base de données sont à jour. A la fin de l'année prochaine, un rapport sera nécessaire pour le statut participatif à venir. **Toutes les OING doivent vérifier que les informations contenues dans la base de données soient correctes.**
- Question sur l'accès au bâtiment via un badge avec photo - toujours impossible de passer les groupes de visiteurs ? C'est beaucoup plus facile au Parlement européen. Mary-Ann Hennessey signale que la réactivation des badges après Covid n'est pas encore réglée et qu'il existe une certaine ambiguïté quant au statut des badges des OING car ils ne sont pas contrôlés, par exemple lorsque les personnes cessent d'être des représentants.
- **Prochaines réunions**
  - **24/26 2023 avril Agora G03**
  - **9/11 2023 octobre Agora G03**

### 15.45 Remarques de clôture du Président / Dates des Sessions 2023